

Dans cet article, Cédric Durand discute le dernier livre de Frédéric Lordon : *La crise de trop. Reconstruction d'un monde failli* (Fayard, 2009).

[Cédric Durand](#) est économiste, maître de conférences à l'université Paris-13 et membre des *Economistes attérés*. Il est notamment l'auteur de [Le capital fictif](#) (2014) et a dirigé l'ouvrage collectif [En finir avec l'Europe](#) (La Fabrique, 2013).

Cette crise est une « *bonbonne de gaz politique* » écrit Frédéric Lordon. Tous les ingrédients de l'explosion sont réunis :

« 1) la tragique désorientation des décideurs ; 2) la (remarquable) persévérance dans l'obscénité des hommes de la finance, même aux tréfonds de la déconfiture ; 3) l'état de rage qui gagne une part croissante de la population ». Certes, les milliers de milliards de dollars d'argent publics mobilisés ont empêché - de justesse - un effondrement pur et simple du système financier mondial. Et les plans de relance semblent accorder une rémission dont les places financières - incorrigibles - s'emparent aussitôt pour repartir à la hausse. La sortie de crise n'en reste pas moins hors de vue : les surcapacités des entreprises atteignent des niveaux records au niveau mondial et le chômage continue à progresser à vive allure, cela signifie que ni les investissements, ni la consommation des ménages ne peuvent nourrir un éventuel rebond.

Après la gigantesque pagaille des politiques publiques de ces derniers mois, les classes dirigeantes n'ont pas fini de s'écharper pour tenter de résoudre un insoluble dilemme : redynamiser les économies sans renoncer à leurs privilèges exorbitants. Si, pour paraphraser Lénine, ceux d'en haut ne peuvent plus, il est tout aussi manifeste que ceux d'en bas ne veulent plus. C'est à coup de séquestration de dirigeants d'entreprises et de bonbonnes de gaz que les réquisitions d'indemnités de licenciement se négocient ! Et c'est vrai qu'il y a de quoi être furieux : après avoir englouti des sommes astronomiques et tout en continuant à bénéficier de garanties publiques, les banques se goinfrent à nouveau sans vergogne !

En bref, la situation est riche en potentialités politiques. Et c'est à nourrir celles-ci que s'attache Frédéric Lordon. Si, dans son ouvrage précédent, *Jusqu'à quand ? Pour en finir avec les crises financières*, il s'agissait principalement de décrire - et de dénoncer - les mécanismes de la finance libéralisée, cette fois le propos est résolument programmatique. Il s'agit d'esquisser les contours d'« *une nouvelle donne d'une ampleur semblable à celle qui eut lieu au sortir de la seconde guerre mondiale* ». Cette entreprise s'effectue à travers un triple prisme. D'abord, le point de vue de la défense des intérêts d'un salariat violenté par des décennies de néolibéralisme et pour lequel la crise peut ne pas être un coup de plus mais l'opportunité de tourner la page. Ensuite, le point de vue de l'économiste régulationniste qui mobilise son cadre d'analyse au service de la défense d'un agenda politique. Enfin, un point de vue de la gauche radicale qui s'efforce d'articuler, plutôt que d'opposer, « antilibéralisme » et « anticapitalisme » en proposant des mesures de niveaux de radicalité distincts car « *jusqu'où iront les questions politiquement posées, ce sera, comme toujours, une affaire de mobilisation et de lutte* ».

Dans un premier chapitre consacré aux responsabilités de cette débâcle, l'auteur s'attache à montrer que derrière les profiteurs de la finance - banquiers, financiers -, les vrais

responsables sont les architectes et les gardiens du système. Surgissent alors une série de personnages clés. Aux États-Unis, ce sont notamment Alan Greenspan, en tant que Président de la FED, et Lawrence Summers, alors sous-secrétaire au Trésor de Clinton et qui est désormais Chef du National Economic Council auprès du Président Obama. Concernant la France, l'auteur mène un réquisitoire implacable pour montrer comment, en dépit de leurs dénis bien tardifs, les responsables socialistes ont contribué de manière décisive à l'établissement du régime financiarisé et inégalitaire qui explose aujourd'hui. Et épingle sans appel les éditorialistes et experts médiatiques qui s'en sont fait les chantres.

Une fois les responsabilités établies, les chapitres suivants peuvent être consacrés aux propositions. Pour Lordon « *cette crise n'a rien d'une 'crise de finance autonome' [...], elle est née fondamentalement dans l'économie réelle* ». S'il doit y avoir une mise au pas de la finance de marché par une refonte des structures bancaires, il est tout aussi crucial de desserrer l'étau salarial pour stopper l'ignoble injustice sociale. C'est autour de ces deux prémisses que se déclinent les différentes propositions.

Concernant la sphère financière, les intentions sont claires : « *De l'idée de faire la peau aux banquiers, il faut dire et redire combien elle est bonne* » ! Mais comment s'y prendre ? L'auteur propose alors deux types de mesures. En premier lieu s'en prendre aux revenus des dirigeants des banques et des financiers. Pour l'idéologie libérale, les sommes astronomiques qui ont été versées – et qui continuent à l'être grâce aux aides publiques !!! – le sont au nom des compétences. Mais de quelles compétences s'agit-il ? Celles d'avoir conduit à la plus grave crise depuis 80 ans ? Et même si l'on reconnaissait ces « compétences » en quoi justifierait-elle des écarts de plusieurs centaines de fois avec le salaire moyen, alors même que les activités économiques sont plus que jamais le fruit d'efforts collectifs ? Mais comme l'indécence du spectacle qui se déroule sous nos yeux le prouve, rien ne sert de compter sur l'auto-limitation de ce tout petit monde. Agrippé à ses privilèges exorbitants, c'est par la contrainte qu'il faut les leur extirper : limitation drastique des écarts de salaires, intégration des revenus financiers dans la fiscalité ordinaire, relèvement des taux marginaux d'imposition.

Le second enjeu est bien entendu celui du contrôle du système financier. Dans le chapitre intitulé « *pour un système socialisé du crédit* », les justifications conjoncturelles et fondamentales d'une nationalisation du système bancaire sont amplement développées. Mais nous préférons nous arrêter un instant aux problèmes que posent, selon l'auteur, une « *nationalisation* » qui conduirait l'Etat à détenir « *le contrôle direct de tous les moyens de crédit* ». Lordon rappelle que la monnaie n'est pas une marchandise comme les autres : c'est « *le bien particulier qui, dans la société marchande, donne accès à tous les autres biens. Elle est donc l'instrument générique du désir [...] c'est pourquoi il ne faut escompter aucune modération ni aucune régulation interne du désir d'argent* ». Dès lors, « *on voit mal par quel miracle l'état unique détenteur des moyens de la création monétaire résisterait à la tentation de devenir 'émetteur pour compte propre'* ». Les dirigeants politiques, cherchant à se maintenir au pouvoir, useraient de la puissance exceptionnelle de la monnaie. Ils tendraient, d'une part, à substituer aux critères de sélectivité économiques des octrois de crédit des critères de sélectivité politique et, d'autre part, ils tendraient à user de la facilité à court terme qui consiste à « *apporter des solutions monétaires à des conflits qui n'ont pas été réglés politiquement* ». Pour l'auteur, le problème n'est pas la sélectivité politique conduisant à l'attribution des crédits – elle peut être parfaitement légitime – mais sa généralisation qui pose un double risque : « *celui, microéconomique, de l'émission de crédits qui ne seront pas remboursés et celui, macroéconomique, de la surémission inflationniste* ». L'auteur plaide donc pour une socialisation du crédit qui

préserve un fractionnement partiel de l'émission monétaire. Il l'envisage à travers l'octroi de concessions bancaires à des entités qui ne soient pas des sociétés privées par actions et dont la rentabilité serait fortement encadrée. Le contrôle social sur la stratégie bancaire de ces entités serait exercé par les parties prenantes : salariés, entreprises, associations, collectivités locales, représentants locaux de l'Etat..

Pour l'après crise, le dilemme du capitalisme « antisalarial » est le suivant : soit une nouvelle spirale de surendettement des ménages avec au bout une nouvelle crise, soit, si le système financier est mis sous contrôle, la croissance très ralentie et le chômage qui va avec. Perspectives peu réjouissantes dont l'auteur souhaite sortir en s'attaquant aux principales structures du capitalisme des dernières décennies : la contrainte actionnariale et la contrainte concurrentielle qui ne cessent de saper les salaires et les garanties attachées au salariat. A défaut d'une sortie rapide du capitalisme, il s'agit d'arracher quelque chose de substantiel !

Pour cela il convient d'abord de revenir précisément sur ce qui a été volé par le capital actionnarial au cours des dernières décennies. Le chapitre consacré à l'évolution de la part salariale dans le PIB met en évidence deux phénomènes. D'abord, le choc qui marque la vengeance brutale du capital se concentre dans la décennie 1980. Le point bas pour les profits est 1982 avec une part de 24% mais dès 1989 leur part s'élève à 33%, soit tout de même 4% de plus qu'en 1970 ! La décennie 1980 est un reflet inverse et exagéré de l'évolution des années 1970 : dans les années 1970, alors que les gains de productivité ralentissaient brutalement, les salaires ont infligé de lourdes pertes aux profits au point d'atteindre un niveau insoutenable du point de vue du système lui-même ; les politiques de rigueur salariale des années 1980 apporteront davantage au capital qu'un simple billet retour. Mais comment expliquer que cette évolution favorable au capital se soit arrêtée – ou, au minimum, fortement ralentie – dans les années 1990 et 2000, alors même que c'est seulement à ce moment là que les normes du capitalisme actionnarial et les politiques de libéralisations s'imposent avec leur plus grande vigueur ?

Pour Lordon, ce paradoxe vient de ce que la logique néolibérale de concentration des richesses se poursuit au sein du capital lui-même. L'intensification de la concurrence et les opérations d'externalisation ont conduit à une reconfiguration des relations fournisseurs-clients. Les grands groupes cotés en bourse sont en mesure de presser un maximum leur fournisseurs, menacés par une myriade d'autres compétiteurs, les obligeant à leur transmettre l'essentiel des gains de productivité qu'ils réalisent. De cette manière, les profits arrachés aux salariés tout au long de la chaîne productive se trouvent accumulés non pas au sein de chacune des entreprises mais seulement dans celles d'entre elles directement branchées sur les marchés financiers : les firmes cotées en bourse ou rachetées par des fonds d'investissements. D'un point de vue comptable, il en résulte une relative stabilité de la part des profits dans la valeur ajoutée depuis les années 1990 qui est au fond tout à fait trompeuse. La concentration des profits s'accroît dramatiquement tandis qu'une concurrence féroce comprime la part des profits des firmes non directement connectées à la finance, ce qui constitue la meilleure garantie que les dirigeants de celles-ci vont traiter sans pitié leurs salariés...

L'impulsion de la puissante mise en branle de ces mécanismes de domination et de concentration des richesses se trouve dans la finance actionnariale. L'ensemble des mesures de libéralisation et de réorganisation des marchés financiers a conduit à un alignement complet des intérêts des dirigeants des grandes firmes sur ceux des actionnaires. Si les profits extravagants exigés par les investisseurs sont réalisés – des rendements de 15 à 20 % ! – à eux la fortune sous forme d'une pluie de bonus et de stock-

options ; par contre, si ils ne sont pas à la hauteur c'est la porte. Soit le conseil d'administration les débarquera, soit la baisse du cours boursier permettra un raid hostile dont les meneurs s'en chargeront. Dès lors, toutes les actions des tops managers ne visent qu'à faire dégorger du cash, en pressurant un maximum non seulement les salariés de leurs firmes mais aussi l'ensemble de leurs fournisseurs et prestataires de services. Lordon propose donc de s'attaquer aux exigences de la finance en limitant de manière réglementaire et autoritaire sa volonté absolue de puissance avec le SLAM : Shareholder Limited Authorized Margin. Un niveau de rendement maximal des fonds investis par les actionnaires correspondant aux taux d'intérêt plus un petit quelque chose pour la prime de risque. Au delà de ce seuil, l'ensemble des revenus seraient perçus par l'Etat sous forme de recette fiscale. Ainsi bloquée dans ses prétentions, la finance actionnariale serait profondément transformée entraînant en cascade une série de transformations sur la relation salariale, les investissements et les relations au sein des chaînes productives.

Pointant que les différences entre les systèmes sociaux-productifs (normes sociales, fiscales, environnementales..) peuvent être assimilées à des distorsions de concurrence, Lordon entreprend de montrer que nous vivons de fait dans un monde protectionniste. Le meilleur exemple n'est t-il pas le nationalisme spontané des banques qui abandonnent au plus fort de la tempête les pays « émergents » à la dérive ? En effet, « *les plans de sauvetage aux frais du contribuable, les liquidités de la Banque Centrale, la certitude de ne pas être abandonné du gouvernement, les garanties que donne le régulateur de dénouer les problèmes, c'est à la maison et à la maison seulement.* ». L'auteur rappelle également que les bénéfices d'un moindre degré de protection sont loin d'être incertains : il est bien établi que des périodes caractérisées par un niveau de protection tarifaire élevée comme la période 1950-1975 ont été associées à de forts taux de croissance et les stratégies nationales de développement payantes sont loin d'être associées à une ouverture à tous vents à la concurrence. Bref, il est temps de desserrer l'étau et de sortir de l'alternative aussi stupide que comminatoire : « le libre-échange ou la guerre » pour avancer vers une organisation des échanges internationaux qui tende vers autre chose qu'une intensification de la concurrence destructrice pour les standards sociaux, environnementaux et les niveaux de fiscalité.

En conclusion, Lordon fait ses adieux à la mondialisation qui tant financière que commerciale a creusé le lit de la formidable régression sociale traversée ses dernières décennies. Il ne propose pas pour autant un repli sur les États-nations. Son propos est de faire descendre les marchés et remonter le politique de manière à faire émerger une « *interrégionalisation* ». Descendre les marchés c'est, d'une part, revenir sur la liberté de circulation des capitaux de manière à recentrer les circuits financiers européens en les déconnectant des circuits internationaux non régulés et, d'autre part, reorganiser les échanges commerciaux vis-à-vis des autres zones de manière à favoriser une croissance régionale autocentrée. Faire remonter le politique, cela signifie lui redonner prise sur l'économique en faisant coïncider les institutions politiques avec l'espace constituant le centre de gravité de l'activité économique. Pour nous cela implique de changer d'Europe. L'Europe libérale est aujourd'hui bien mal en point tant elle a dû se résoudre à voir piétiner les dogmes économiques qu'elle avait elle-même érigés en normes juridiques dures : plafond des déficits publics à 3% du PIB explosé haut la main ; injection de capital dans les banques en dépit de l'interdiction de toute aide des États ; prohibition faite à la banque centrale de prêter aux États membres et à leurs institutions publiques jetée aux orties lorsqu'il fallu prêter à la Hongrie ; vaste mouvement de restructuration bancaire sans que

les services de la concurrence de la commission n'ait leur mot à dire... Bref, c'est le moment d'enfoncer le clou, et Lordon en appelle à une salutaire crise politique européenne pour mettre l'Europe « *expurgée de la pollution concurrentialiste* » sur une nouvelle trajectoire.

Mais l'auteur choisit de ne pas en rester à ces pistes de réaménagements du capitalisme dans un sens plus favorable aux salariés. Pour lui, « *parler de programme révolutionnaire, c'est rappeler la force d'irruption historique des grandes crises, c'est à dire la possible destabilisation d'un ordre dans la totalité de ses strates économiques, politiques, symboliques - ou idéologiques si l'on préfère* ». Dans un chapitre additionnel intitulé, « *Projection* », il explore alors les contours possibles d'une option anticapitaliste dont la réalisation lui semble cependant peu probable dans l'immédiat. La question centrale est pour Lordon de passer de la mise en cause de la vie salariale à son essence même : le rapport salarial. Et tout ce qu'il recèle en lui-même de souffrance. Souffrance liée à la dépossession des outils et des fruits de la production ; souffrance de perdre toute emprise sur sa vie de travail totalement remise à l'empire patronal-actionnariat ; souffrance d'avoir à baisser la tête dans des rapports de subordination où le commandement hiérarchique à toujours le dernier mot.

Lordon pointe alors la fragilité du rapport salarial à travers l'ambivalence qu'entretient le capitalisme vis-à-vis de l'individualisme libéral. D'un côté, à la suite de Mandeville et Smith, cet individualisme pousse au démantèlement de solidarités collectives au nom de la présumée concordance entre la poursuite des intérêts égoïstes des individus et l'intérêt général ; d'un autre côté cependant, l'individualisme politique pose le principe d'égalité en droit et en dignité de tous les êtres humains. Or, il n'y a rien de plus contradictoire avec ce principe que le despotisme patronal constitutif du rapport salarial. L'auteur s'appuie alors sur cette contradiction pour exiger « *la démocratie radicale partout* » à commencer par l'entreprise.

Constatant que la démocratie condamne irrémédiablement la propriété des moyens de production, une argumentation en faveur de l'entreprise autogérée - appelée ici la *Récommune* - est développée. Un point important est que pour Lordon, il y a une complémentarité entre ses propositions développées en faveur d'un changement de configuration du capitalisme et la perspective plus radicale d'un dépassement de celui-ci. Redéfinir l'organisation de l'accès au crédit et détendre la contrainte de la concurrence sont des éléments indispensables pour protéger les formes démocratiques aux « *récommunes productives* » et empêcher qu'elle ne se transforme en mécaniques à gérer collectivement des arbitrages négatifs de sauvegarde et de sacrifices.

Il s'agit donc d'un basculement global à opérer depuis « *le rapport social du capital qui fait régner partout la logique de la valeur et de l'accumulation* » vers un rapport social récommunaliste qui « *affirme l'universel primat de la vie productive collective concertée* ». Le passage à une nouvelle cohérence économique d'ensemble dans laquelle « *la rentabilité a été déclassée dans la hiérarchie des objectifs au profit des indicateurs de développement social* ».

Si l'esquisse dessinée a bien des attraits, on peut cependant regretter que constatant que les rapports marchands-monnaïres sont sans doute les plus difficiles à défaire Lordon renonce à évoquer les moyens de restreindre leurs puissance aliénante. Qu'il s'agisse de l'extension de la gratuité pour l'accès aux services essentiels, de la réduction radicale de l'agression publicitaire ou encore de revivifier des mécanismes de planification pour organiser l'indispensable transition énergétique, il existe bien des pistes pour limiter

l'aveuglement du marché et la violence mortifère des désirs de l'individualisme marchand sans pour autant sombrer dans la triste grisaille d'une centralisation économique autoritaire.

Au final cet ouvrage est particulièrement stimulant par ses propositions et par sa démarche. L'auteur n'ayant aucune illusion dans les capacités du parti socialiste à redevenir de gauche, son livre est une formidable invitation à crédibiliser la gauche radicale en tant qu'option socioéconomique. Si « *l'utopie est un imprescriptible droit d'imaginer des sociétés* », il importe pour renforcer l'anticapitalisme que celui-ci ne s'abandonne pas au registre du simple slogan ni du pur rejet mais tente d'esquisser ce qu'il veut. Et si envisager de ne changer que de configuration du capitalisme est insuffisant, ce n'est pas indifférent de porter des propositions qui puissent avoir des effets politiques immédiatement favorables aux salariés. Bref, ré-articuler la question du changement de système et celle des réponses politiques à l'urgence sociale, tel est au fond le principal mérite de ce livre. Une contribution qui tombe à pic et dont les forces politiques antilibérales et anticapitalistes doivent se saisir.